RAPPORT D'ACTIVITÉS 2018

pS-Eau

programme
Solidarité-Eau

Sommaire

Éditorial 4

Qui sommes-nous ? 7

Nos missions 8

Notre réseau 9

Nos valeurs 11

Panorama 2018 12

Production de connaissances 13

Appui-conseil 22

Mobilisation 38

Communication 42

Budget et organisation 44

Financements 45

Organisation 46

Rédaction et coordination : pS-Eau, Camille Martin
Maquette : Cercle Studio
Dépôt légal : juin 2019
Ce document est imprimé par l'Imprimerie Saviard & OP sur un papier écologique issu de forêts gérées durablement – FSC.

ÉDITORIAL

Pierre-Marie Grondin, Directeur du pS-Eau

Cette année 2018 a été marquée par l'attention croissante accordée aux effets du changement climatique sur les conditions de vie des populations les plus exposées. Cette prise de conscience des limites de la croissance comme seul vecteur du développement, facteur de risques et de déstabilisation, est de plus en plus prégnante.

Les Objectifs de développement durable (ODD), tout particulièrement ce qui concerne l'ODD 6 et ses trois premières cibles – l'accès de tous à des services d'eau potable et d'assainissement adéquats et gérés en toute sécurité – et l'Accord de Paris sur le climat restent le cadre de nos actions.

Ce cadre met en évidence l'interdépendance des ODD et a poussé le pS-Eau à confirmer son ouverture sur les thématiques connexes comme la protection de la ressource et la nécessité de s'inscrire dans la préservation de la biodiversité. Dans cet esprit, le pS-Eau a contribué à la révision de la stratégie eau de la France, portée par la Direction générale de la mondialisation du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

L'instabilité au Sahel a considérablement freiné l'appui apporté par les collectivités françaises et les ONG. L'actualité récente fait cruellement état de cette situation et a encore davantage fragilisé les engagements pris. Les collectivités et les ONG de développement peinent à trouver leur place dans les grands dispositifs d'aide et ne parviennent plus à maintenir le contact avec leurs homologues africains. À ce titre, le réseau des partenaires de développement constitué par le pS-Eau depuis plus de 35 ans est certainement la base qu'il faut continuer à étoffer et renforcer pour collectivement trouver des solutions.

En accord avec les priorités françaises, le Bénin, le Togo, le Burkina Faso, le Liban, Madagascar, le Mali, le Maroc, le Niger, le Sénégal, la Mauritanie demeurent les principaux pays suivis par le réseau pS-Eau.

La constitution de points d'appui et d'échange d'information dans les pays rassemblant l'ensemble des acteurs du secteur de l'eau est un service apprécié à Madagascar, au Burkina Faso, au Sénégal et au Liban. Que ce soit des ONG locales ou des espaces informels, chaque plateforme pays a sa propre évolution en réponse aux besoins du milieu. Elles ont toutes pour ambition de mettre en lien les services concernés des États, les associations de municipalités, les représentations du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, les agences de développement européennes et internationales, les ONG spécialisées, les entreprises, etc., pour conjuguer les talents et les initiatives. Si le pS-Eau n'a pas de bureaux dans tous les pays qu'il suit, il anime cependant des réseaux de professionnels pour chacun d'eux depuis la France.

L'action du pS-Eau n'a pu se renforcer qu'avec l'appui renouvelé du ministère des Affaires étrangères et de l'Agence française de développement. Ce soutien a été apporté tant par les bureaux techniques que par ceux dédiées aux collectivités et à la société civile. Grâce à cet appui et dans le but de mieux répondre aux demandes des porteurs de projets, le pS-Eau a développé plusieurs antennes en région, qui travaillent avec les réseaux régionaux multi acteurs (le pS-Eau a signé des conventions avec la grande majorité d'entre eux), les collectivités et les associations. Outre son antenne à Lyon, soutenue par le Grand Lyon et l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, il a ouvert en 2018 une antenne à Toulouse avec l'appui de l'agence de l'eau Adour-Garonne. Ce déploiement devrait être complété par une présence permanente dans le Grand-Est et en Bretagne.

Les agences de l'eau sont des partenaires importants du pS-Eau, à l'exception notable de Loire-Bretagne. La loi Oudin-Santini pousse les agences de l'eau et les collectivités à joindre leurs efforts dans un cadre réglementaire simple et clair. Sans l'appui des agences de l'eau, de nombreuses collectivités ne poursuivraient pas leur engagement. Leur action a contribué entre autre à ce que les métropoles françaises se dotent de Fonds eau, à l'instar de Lyon Métropole.

L'accompagnement des porteurs de projets, collectivités et ONG s'est poursuivi avec l'appui de plus de 250 initiatives. Par rapport à 2017, on constate une hausse notable du nombre d'acteurs privés, universitaires, ONG (disposant d'une équipe salariée) et collectivités au Sud accompagnés. L'activité développée dans les plateformes pays et les nombreuses réunions d'information thématiques ou géographiques organisées par le pS-Eau à la demande des porteurs de projet sont en grande partie à l'origine de cette augmentation.

Les lois NOTRe et Maptam ont modifié le paysage de la coopération, provoquant des regroupements et des concentrations. Si un effet positif en a découlé avec l'engagement accru de nombreuses collectivités, comme les métropoles, les nouvelles attributions ont quelque peu brouillé l'engagement en coopération des syndicats des eaux ou d'assainissement et des communautés de communes. Un travail de rapprochement de l'animation des 1% eau, déchets et énergie a été entamé pour mieux convaincre et toucher les responsables des services et les élus et mener des programmes d'accès aux services de base plus inclusifs, afin de répondre aux attentes des collectivités du Sud.

Pour mesurer l'impact de l'accompagnement offert par le pS-Eau, un travail de fond a été entrepris en 2018 afin de disposer d'indicateurs nécessaires à l'orientation de nos actions et l'amélioration de leur pertinence.

Le mouvement des « Élus de l'eau » a quant à lui entrainé de nouveaux engagements. Plus de 50 élus sont maintenant impliqués dans leur mission de mobilisation de leurs pairs.

Le comité scientifique du pS-Eau a continué ses travaux en faveur du rapprochement de la recherche et de l'innovation des acteurs de terrain. La thématique de l'accès aux services d'eau potable et d'as-

sainissement dans les petits centres en Afrique a été particulièrement suivie. Le programme Pradalis (Programme de recherche action pour le développement de l'assainissement dans les localités intermédiaires du Sénégal) montre la capacité du pS-Eau à mobiliser le soutien de l'Union européenne pour des programmes menés en consortium avec des partenaires actifs sur le sujet.

Un « observatoire des coûts » pour les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les pays en développement est en cours d'élaboration avec l'appui des agences de l'eau Rhin-Meuse et Artois-Picardie afin de disposer d'une visibilité sur les pratiques en la matière pour l'Afrique subsaharienne.

L'appui de l'Agence française pour la biodiversité dans ce rapprochement de la recherche et des porteurs de projet a été déterminant en 2018 permettant d'approfondir de nouvelles thématiques au service des actions innovantes en Afrique et en Méditerranée.

En 2018, le comité scientifique s'est réuni à quatre reprises, notamment autour des sujets : « Analyse rétrospective du secteur urbain de l'eau potable au Sénégal 1995-2017 : un partenariat public-privé à l'épreuve du temps », ou « Les stratégies de ciblage/sélection des ménages les plus vulnérables dans le cadre de systèmes de subvention ou de tarification sociale pour l'accès aux branchements sociaux ».

La préoccupation d'une coordination améliorée avec les acteurs du grand cycle de l'eau s'est traduite par la passation d'une convention avec l'OIEau et un travail commun au Togo, au Bénin et au Burkina Faso.

Un programme de rapprochement entre les initiatives de coopération décentralisée des actions de l'OMVS sur le bassin du fleuve Sénégal, avec le soutien de l'agence de l'eau Adour-Garonne, a été lancé dans cette optique.

En 2018, le pS-Eau a contribué à de nombreuses conférences pour mieux faire connaitre les expériences et les acquis des acteurs francophones, tant en Afrique (Congrès de l'association africaine de l'eau, Sommet Africités), qu'à l'international où l'année a été marquée par la tenue du 8e Forum mondial de l'eau à Brasilia.

L'équipe du pS-Eau s'est encore étoffée pour répondre à trois enjeux : accroître les compétences de l'équipe pour faire face aux nouveaux défis du changement climatique et de la préservation de la biodiversité ; être présent sur l'ensemble du territoire français au plus près des attentes des acteurs ; être présent dans les pays focus en développant les réseaux et les plateformes pays. Le Conseil d'administration a également accueilli de nouveaux membres pour assurer un suivi et un pilotage plus proches des nouveaux axes décidés par le CICID et les cadres d'intervention transversaux et sectoriels Eau de l'Agence française de développement.

Ce rapport d'activités 2018 est le reflet de l'action de l'ensemble du réseau. Toute l'équipe du pS-Eau est à votre disposition pour poursuivre et améliorer cette action en faveur de l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement.

Pierre-Marie Grondin
Directeur du pS-Eau

Qui sommes-nous ?

Nos missions
comprendre, accompagner, mobiliser

Un réseau au service de la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

Créé en 1984 lors d'un sommet des ministres européens de l'Environnement afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, le programme Solidarité Eau (pS-Eau) accompagne depuis 35 ans les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau.

Réseau international multi-acteurs ouvert à tous, son action s'inscrit au cœur des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies en 2015 et tout particulièrement dans son 6e objectif qui vise un accès universel à des services d'alimentation en eau et d'assainissement adéquats et gérés de manière durable. Le pS-Eau s'engage ainsi pour permettre à un nombre croissant de personnes un accès à des services pérennes d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les pays en développement (PED). En ciblant les acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale et leurs partenaires dans les PED, le pS-Eau poursuit son objectif en proposant de renforcer leurs capacités à intervenir en solidarité internationale sur les secteurs eau, assainissement et hygiène et de mieux mobiliser les différents moyens disponibles.

Dans la réalisation de ses missions, le pS-Eau est soutenu par l'Agence française de développement, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Agence française pour la biodiversité, les agences de l'eau et de nombreuses collectivités territoriales françaises.

Trois axes de travail

- **Production de connaissances**
  Capitalisation, recherche, groupes de travail, formation et contribution aux débats nationaux et internationaux

- **Appui-conseil**
  Appui à la conception et au montage de projets pour renforcer les capacités des acteurs de coopération, mise en relation avec des partenaires techniques et financiers et organisation de rencontres thématiques et géographiques

- **Mobilisation**
  Partage des informations et des connaissances, promotion de la solidarité pour l'eau et l'assainissement, et plaidoyer dans les débats internationaux

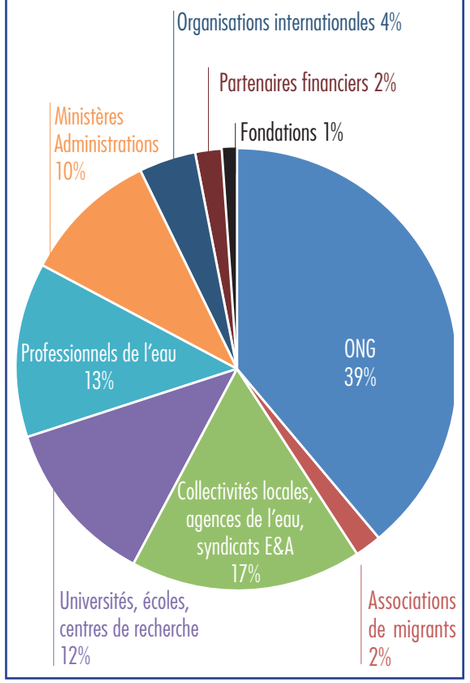
Notre réseau
ouvert à tous

Le pS-Eau est reconnu, au Nord comme au Sud, comme un lieu neutre favorisant la concertation avec les pouvoirs publics, le rapprochement, l'appui-conseil et le renforcement des capacités d'intervention des acteurs de la solidarité internationale dans les secteurs eau-assainissement-hygiène.

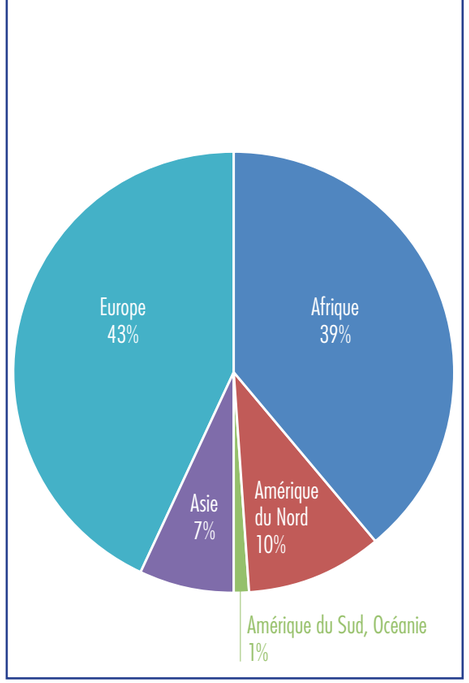
Les membres adhérents de l'association sont représentatifs de la diversité de la coopération française dans ces domaines : collectivités territoriales, agences de l'eau, organisations de solidarité internationale, associations de migrants, bureaux d'études, entreprises de l'eau, fondations, organismes de formation et de recherche, etc. Ensemble, ils travaillent à relever le défi de l'ODD 6, avec une idée forte : celle que son atteinte n'est possible qu'à travers une large concertation et des échanges renforcés entre tous les acteurs, au Nord et au Sud.

Les membres du réseau partagent le mandat fondateur du pS-Eau : appuyer les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale pour l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous.

Les membres du réseau



Répartition géographique



Au-delà des 89 membres adhérents de l'association, le réseau pS-Eau regroupe plus de 40 000 correspondants à travers le monde.

Le niveau d'implication diffère selon les membres du réseau.

- Ceux avec qui le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues : services d'appui-conseil personnalisé, implication dans des travaux de recherche menés par l'association, etc. Les membres adhérents en font partie.
- Ceux qui reçoivent régulièrement les informations de l'association, ciblées en fonction de leurs activités (études de capitalisation, opportunités de financement, formations, etc.)

Priorité aux collaborations et aux échanges avec l'Afrique

La composition du réseau témoigne de l'engagement du pS-Eau sur les pays africains, en cohérence avec les priorités réaffirmées lors du Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement (CICID) du 8 février 2018.

En 2018, 1000 nouveaux correspondants africains ont reçu les informations diffusées par le pS-Eau. 70% d'entre eux se situent en Afrique de l'Ouest.

Nos valeurs
et principes d'intervention

En créant des espaces de collaborations et d'échanges, le pS-Eau permet de passer de l'idée ou de l'envie d'agir à la concrétisation d'un projet cohérent de coopération. Par la conduite de programmes innovants et l'accompagnement des acteurs de la solidarité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau favorise de meilleures réponses aux demandes des pays les moins bien dotés dans ces domaines.

La charte du pS-Eau

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur du renforcement des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ainsi que de l'amélioration de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies.

Ainsi, autour de valeurs et d'objectifs communs définis dans la charte du pS-Eau, les adhérents s'engagent à travailler ensemble et à :

❶ **Susciter** l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau

❷ **Favoriser** la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau

❸ **Participer** à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour tous à une eau saine

❹ **Faciliter** le financement de programmes et de projets en faveur des populations les plus pauvres

❺ **Organiser** la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique

❻ **Promouvoir** la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public

❼ **Proposer** l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour tous

Panorama
2018

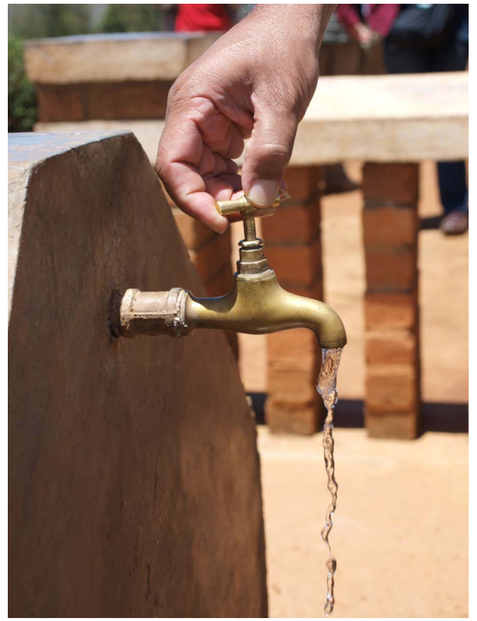
Production de connaissances

Améliorer la compréhension des enjeux du secteur de l'eau potable et de l'assainissement et proposer des méthodes d'intervention

Dans un environnement en évolution permanente, les activités de production de connaissances ont vocation à mieux comprendre et partager l'état des savoirs et les débats relatifs aux thématiques de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement, notamment sur les aspects techniques, financiers, institutionnels, organisationnels et socio-économiques.

Ces activités se déclinent autour de trois axes d'intervention :

- Assurer une veille scientifique afin d'identifier les nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement.
- Approfondir les connaissances par l'animation de groupes de travail thématiques et la conduite de programmes de recherche et en diffuser les enseignements ;
- Contribuer aux débats internationaux.



Veille scientifique

Le comité scientifique

Le pS-Eau s'appuie sur un comité scientifique composé d'acteurs variés impliqués dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement : universités, bureaux d'études et acteurs de la solidarité. Le comité scientifique, qui se réunit trois à quatre fois par an, a pour objectif d'appuyer l'équipe du pS-Eau dans la fonction de veille sur les actualités du secteur et de débattre des questions thématiques issues des activités de l'association.

En 2018, le comité s'est réuni à quatre reprises.

- en mars, présentation puis débat sur l'étude « Analyse rétrospective du secteur urbain de l'eau potable au Sénégal 1995-2017 : un partenariat public-privé à l'épreuve du temps » réalisée par Christelle Pezon pour l'AFD ;
- en juin, débat sur l'impact des activités minières sur les services d'eau en Afrique subsaharienne à partir d'une présentation introductive du groupe ISF-SystExt, issu de l'association Ingénieurs sans frontières ;
- en septembre, présentation puis débat sur l'étude « Les stratégies de ciblage/sélection des ménages les plus vulnérables dans le cadre de systèmes de subvention ou de tarification sociale pour l'accès aux branchements sociaux » réalisée par Hydroconseil/UrbaConsulting pour l'AFD ;
- en novembre, bilan des activités de recherche et capitalisation sur la période 2016-2018.

www.pseau.org/fr/comite-scientifique

Ressources : une revue bibliographique de référence

La revue bibliographique *Ressources* présente une sélection d'ouvrages et d'articles provenant de la littérature anglophone et francophone, sur des questions relatives aux services d'eau potable et d'assainissement. Issue du travail de veille réalisé par le pS-Eau, cette revue annuelle partage des repères sur la production de connaissances et d'outils.

Le numéro 7 de la revue est paru en septembre 2018 et a été diffusé en version électronique à près de 22 000 contacts francophones et 7 000 anglophones. Une rubrique spéciale de cette édition était consacrée aux contextes d'urgence.

www.pseau.org/fr/biblio-ressources

Approfondissement et diffusion des connaissances

Mise en œuvre de l'Agenda 2030 et Objectifs de développement durable

Les activités du pS-Eau s'inscrivent directement dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030, tout particulièrement en ce qui concerne l'Objectif de développement durable dédié à l'eau (ODD 6) et ses trois premières cibles : l'accès de tous à des services d'eau potable et d'assainissement adéquats et gérés en toute sécurité.

Le guide « Les Objectifs de développement durable pour les services d'eau et d'assainissement », publié en juin 2017 en français, a été mis à jour et réimprimé à l'occasion du Forum mondial de l'eau en mars 2018. Une version anglaise a également été produite à cette occasion.

www.pseau.org/fr/agenda-2030

Le pS-Eau participe par ailleurs au groupe de travail du Partenariat français pour l'eau (PFE) sur l'eau et le changement climatique. Ils ont tous deux co-piloté la rédaction d'un chapitre sur l'ODD 6, pour le « Rapport d'appropriation des ODD par les acteurs non étatiques français » publié par le Comité 21. Ce rapport a été présenté au Forum politique de haut niveau qui s'est tenu à New York en juillet.

www.comite21.org/docs/doc-non-mis-en-ligne/2018/exe-rapport-odd-2018-140p-web.pdf

Services d'eau et d'assainissement et changement climatique

Dans un contexte d'urgence climatique, agir pour l'eau potable et l'assainissement nécessite une compréhension préalable des risques liés au climat et des enjeux sanitaires, sociaux, environnementaux et économiques. Le pS-Eau s'est saisi de cette mission et, depuis 2015, réunit un groupe de travail pour accompagner la production de connaissance sur ce sujet. Sur la base de ce travail, le pS-Eau a publié un guide « Les services d'eau et d'assainissement face au changement climatique. Quels impacts ? Comment agir ? » lancé à l'occasion de la COP24 en Pologne.

En français :

www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_les_services_eau_et_assainissement_face_au_changement_climatique_2018.pdf

En anglais :

www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_wash_services_climate_change_impacts_and_responses_2018.pdf

Services d'assainissement dans les petits centres

Souvent négligés par les décideurs politiques et les bailleurs qui soutiennent davantage des programmes ruraux ou la construction de grosses infrastructures urbaines, les petits centres constituent pourtant une zone d'action stratégique pour la mise en œuvre de l'ODD 6. Le déploiement de filières d'assainissement gérées en toute sécurité pose des défis importants dans ces localités denses, mais qui manquent de ressources humaines, techniques et financières.

Le travail d'approfondissement du pS-Eau sur cette thématique s'est articulé cette année autour de plusieurs activités :

- la poursuite du programme PRADALIS (Programme de recherche action pour le développement de l'assainissement dans les localités intermédiaires du Sénégal), initié en 2017. En 2018, l'étude des enjeux et des défis de la filière assainissement dans les grands centres ruraux du Sénégal conduite par Eau Vive, ainsi que l'étude de capitalisation conduite par l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université Cheikh Anta Diop ont été finalisées et présentées lors d'une réunion de restitution de mi-parcours en octobre ; l'expérimentation d'un mécanisme de suivi technique et financier des services d'assainissement pour les localités intermédiaires du Sénégal a été engagée par le GRET dès mi-2018.
- un travail de recherche ayant pour objectif l'identification d'expériences prenant en compte l'ensemble de la filière assainissement dans les petites villes des pays en développement. Entre février et mai 2018, le pS-Eau a ainsi encadré un projet de recherche bibliographique réalisé par un groupe d'étudiants de l'université de Cranfield au Royaume-Uni. Cette étude a été complétée par un stage de 6 mois réalisé par Simon Baty, étudiant à l'École Centrale Marseille.
- l'animation d'une session sur ce sujet lors de la Semaine mondiale de l'eau 2018, en collaboration avec la Banque mondiale, Eawag-Sandec, GIZ, SuSanA et WaterAid.

www.pseau.org/fr/assainissement-petits-centres

Service d'eau potable dans les petits centres

La question de l'accès au service d'eau dans les petits centres reste un enjeu majeur aujourd'hui. Elle manque pourtant de visibilité dans les dialogues internationaux. Cette thématique questionne par exemple la gestion des mini-réseaux et l'optimisation énergétique de ces systèmes, ou encore les questions d'accès au service et de viabilité financière (la tarification notamment).

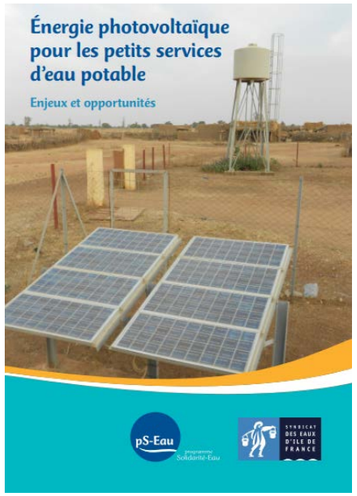
Une réunion de travail a été organisée durant l'été 2018 afin de réaliser un premier état des lieux et de partager les expériences des acteurs de coopération dans ce contexte.

Observatoire des coûts

Aujourd'hui, de nombreux acteurs expriment le souhait de disposer d'une visibilité sur les pratiques en matière de coûts dans le secteur pour l'Afrique subsaharienne, mais aussi au-delà. Ces informations sont rares et difficiles d'accès pour les pays en développement. Les porteurs de projets, en particulier les acteurs de la coopération, sont demandeurs d'un outil qui recenserait ces informations de façon accessible et transparente.

Pour répondre à ces attentes, le pS-Eau a lancé en 2018 un projet de mise en place d'un observatoire des coûts pour les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les pays en développement. Ce projet est soutenu par l'Agence française de développement, l'agence de l'eau Artois-Picardie et l'agence de l'eau Rhin-Meuse et appuyé par le bureau d'études Hydroconseil. La première réunion du comité de suivi du projet a eu lieu en décembre 2018 et le projet se poursuivra durant toute l'année 2019.

Eau et énergie

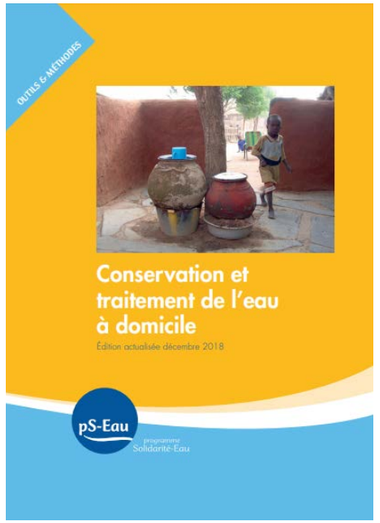


La facture énergétique constitue une part importante du budget des services d'eau et d'assainissement. Dans un contexte où les équipements photovoltaïques sont devenus très abordables et dans une optique de prise en compte du changement climatique pour réduire l'utilisation des énergies fossiles, les réflexions liées au choix énergétique pour le fonctionnement des services sont essentielles.
Une rencontre sur l'énergie photovoltaïque et les services d'eau potable en Afrique de l'Ouest a été conjointement organisée par le Syndicat des eaux d'Ile-de-France (SEDIF) et le pS-Eau en 2018 à Saint-Louis au Sénégal. Cet atelier a rassemblé près de 40 personnes venues du Mali, de Mauritanie, du Sénégal et de France. Les échanges ont permis la réalisation d'une note de synthèse, d'une plaquette présentée lors d'un évènement parallèle durant le Forum mondial de l'eau à Brasilia et la mise à jour de la publication sur le pompage solaire..
www.pseau.org/fr/recherche-developpement/production/pompage-solaire

Qualité de l'eau de boisson

La thématique de la qualité de l'eau bénéficie d'une attention croissante de la part des acteurs du secteur. Depuis l'adoption des ODD en 2015, la qualité de l'eau constitue en effet l'un des critères nécessaires pour qu'un service d'eau puisse être considéré comme « géré en toute sécurité », selon l'indicateur de suivi de l'ODD 6.1.

Un guide pratique « Conservation et traitement de l'eau à domicile » inspiré des travaux engagés par l'association CAWST avait été publié en 2013. Il a été revu en profondeur et réédité dans une nouvelle version en 2018. Entre revue des techniques de traitement et présentation des pratiques pour la conservation de l'eau à domicile, des éléments de compréhension sont apportés pour guider les porteurs de projets dans la mise en œuvre de solutions adaptées à leur contexte d'intervention.
www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_conservation_et_traitement_de_l_eau_a_domicile_2018.pdf



Accompagnement pour la production de synthèses bibliographiques

Sur l'année 2017-2018, le pS-Eau a encadré la production de trois synthèses bibliographiques élaborées par des étudiants en master à l'école AgroParisTech :

- Concurrence entre usages domestiques et autres usages de l'eau : quelles approches afin d'éviter ces tensions ? Cas des zones rurales et petits centres des pays en développement ;
- Entre urgence et développement, l'assainissement dans les camps de réfugiés : étude de cas sur le Liban ;
- La qualité de l'eau potable dans les pays en développement.

Pour l'année 2018-2019, le pS-Eau a accompagné un autre travail de synthèse sur les ressources conventionnelles et non-conventionnelles mobilisables pour l'eau potable dans un contexte de raréfaction des ressources en eau en Afrique subsaharienne.

Fiches thématiques

En 2018, la série des fiches thématiques initiée en 2017 s'est étoffée et enrichie de 3 nouvelles productions :

- « Acteurs économiques, acteurs de la solidarité internationale : quelles collaborations possibles ? »
- « L'intercommunalité, une opportunité pour l'organisation des services d'eau et d'assainissement »
- « L'accès à l'eau et à l'assainissement des réfugiés au Liban »

Intervenir dans des formations universitaires

Mastère spécialisé URBEAUSEP, EIVP

Le pS-Eau est en charge du module international du mastère spécialisé « gestion des eaux usées et pluviales » (URBEAUSEP) de l'École des ingénieurs de la ville de Paris. Il a conduit ses enseignements pour la nouvelle promotion de ce master en février 2018..

Mastère spécialisé « Politiques publiques et stratégies pour l'environnement », AgroParisTech

Le pS-Eau est intervenu dans cette formation lors d'une journée d'introduction aux enjeux liés à l'eau.

Master 2 « Urbanisme et expertise internationale », École d'urbanisme de la ville de Paris

Le pS-Eau a fait une intervention sur l'assainissement dans les PED dans le cadre d'un cours sur les services en réseaux dans les villes des Suds.

Participer aux débats internationaux

L'année 2018 a été tout particulièrement marquée par la tenue du 8e Forum mondial de l'eau à Brasilia. Plusieurs événements africains d'importance ont également eu lieu, notamment le sommet Africités.
Les rencontres auxquelles le pS-Eau a contribué permettent de diffuser les outils et les réflexions thématiques menées au sein de l'association ainsi que de partager les expériences du monde francophone.

Congrès de l'Association africaine de l'eau, 11-15 février 2018, Bamako

L'Association africaine de l'eau réunit les opérateurs d'eau et d'assainissement africains. Elle organise un congrès tous les deux ans. En 2018, le congrès a eu lieu à Bamako et a réuni 1200 participants venant de 42 pays sur le thème « Accélérer l'accès à l'assainissement et à l'eau pour tous en Afrique face aux défis du changement climatique ». Le pS-Eau est intervenu sur la session « Etudes de cas le long de la filière d'assainissement » organisée par l'ONG BORDA.

Réunions du réseau *Sustainable Sanitation Alliance* (SuSanA), à Brasilia et à Stockholm

Dans le cadre de son travail de veille sectorielle, le pS-Eau participe régulièrement aux réunions du réseau SuSanA tenues lors des conférences internationales. Cette année, une réunion a été organisée en amont du 8e Forum mondial de l'eau en mars à Brasilia. Les participants y ont notamment discuté des problématiques rencontrées par les acteurs de l'assainissement au Brésil.
Une seconde réunion a eu lieu en amont de la Semaine mondiale de l'eau à Stockholm en août, permettant de partager les actualités du réseau, notamment le développement des plateformes régionales de SuSanA, ainsi que les expériences de ses membres.

Forum mondial de l'eau, 18-23 mars 2018, Brasilia

Le Forum mondial de l'eau (FME) est organisé tous les trois ans par le Conseil mondial de l'eau et un pays hôte. Il constitue un lieu de débat et d'échanges sur les questions d'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous.

Comme lors des précédents forums, le pS-Eau était présent pour assurer une veille sur les thèmes de l'eau potable et de l'assainissement. Il a activement participé à la préparation des sessions tant dans le cadre des processus officiels que dans des événements parallèles. Le pS-Eau était ainsi membre du groupe de travail en charge de l'organisation des sessions sur l'assainissement, au sein du thème « PEOPLE ». Trois sessions ont été organisées dans ce cadre : réaliser le droit humain à l'assainissement ; une approche intégrée de l'assainissement ; mettre en place les composants nécessaires pour atteindre un assainissement pour tous.

Le 8e FME a également été l'occasion pour le pS-Eau d'organiser deux évènements parallèles sur « l'énergie solaire pour les petits services d'eau » avec le soutien du SEDIF et « l'assainissement dans les petits centres ». Il a également animé un atelier « Assainissement, gestion des eaux usées et économie circulaire » avec le SIAAP sur l'espace France et est intervenu dans plusieurs sessions thématiques.

Malgré un bilan mitigé sur la participation de la société civile et l'ambition des déclarations issues du forum, l'événement reste une plateforme majeure d'échanges et de plaidoyer pour le thème de l'eau. Le prochain Forum mondial de l'eau, qui se tiendra à Dakar en 2021, portera sur le thème « La sécurité de l'eau pour la paix et le développement durable ». Le pS-Eau suivra de près la préparation de ce forum, en collaboration étroite avec les membres de son réseau Sénégal.
www.pseau.org/fr/8e-forum-mondial-leau-brasilia-2018

Semaine mondiale de l'eau, 26-31 août 2018, Stockholm

Le pS-Eau est traditionnellement présent à la Semaine mondiale de l'eau qui se déroule chaque année à Stockholm. Cet évènement international, organisé par le *Stockholm International Water Institute* (SIWI), regroupe les acteurs du secteur de l'eau pour leur permettre d'échanger sur leurs pratiques et leurs activités. Pour cette édition 2018 sur le thème « Eau, écosystèmes et développement humain », le pS-Eau a co-organisé deux sessions sur l'assainissement, réunissant au total près de 200 participants :

- La première, en continuité avec les sessions organisées lors de la Semaine mondiale de l'eau 2017, a porté sur l'assainissement dans les petits centres, en partenariat avec la Banque mondiale, WaterAid, Eawag-Sandec, le réseau SuSanA, GIZ et le GRET.
« Sanitation in small towns : challenges for the environment and development »
- La seconde session intitulée *«Rethinking sewers»* était menée en partenariat avec la Banque mondiale. Elle a notamment permis de rappeler les options dites «non conventionnelles» d'assainissement en réseau et la complémentarité entre ces solutions et l'assainissement non collectif.

www.pseau.org/fr/semaine-mondiale-leau-stockholm

Africités, novembre 2018, Marrakech

Le sommet Africités est organisé tous les trois ans par Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA). Le pS-Eau y a co-animé deux ateliers d'échanges :

- sur la thématique de l'assainissement autonome, porté par le Partenariat français pour l'eau, en partenariat avec l'ONAS (Sénégal), la ville d'Aného (Togo) et la communauté de commune du pays houdanais ;
- sur la contractualisation comme outil de développement durable de la qualité des services. La contribution du pS-Eau a porté sur l'émergence des petits opérateurs dans les localités secondaires en Afrique de l'Ouest.

COP 24, décembre 2018, Katowice

La COP 24 a eu lieu à Katowice (Pologne) du 3 au 14 décembre 2018. La conférence avait notamment pour objectif de finaliser un cadre réglementaire d'application pour l'Accord de Paris. Elle s'est tenue dans le contexte de la publication du rapport spécial du GIEC sur les effets d'un réchauffement de 1,5 °C des températures mondiales, document qui souligne à nouveau l'urgence d'agir pour limiter le réchauffement climatique et ses effets.

Le pS-Eau était présent à la COP24 et mobilisé afin de porter dans les espaces dédiés à la société civile les questions des services d'eau et d'assainissement. Il a également organisé un événement de lancement de sa nouvelle publication « Les services d'eau et d'assainissement face au changement climatique », sur le pavillon de la Francophonie. Des présentations sur les contextes du Burkina Faso et du Togo ont été faites par le ministère de l'Eau et de l'Assainissement du Burkina Faso et l'association OPED Togo.

Des allocutions et un panel ont aussi fait intervenir des représentants de l'AFD, JVE Togo, PFE, SIAAP.
www.pseau.org/fr/conference-des-parties-cop

Le pS-Eau est intervenu sur un panel de la session « L'adaptation dans le secteur de l'eau : assurer la sécurité hydrique dans un contexte de changement climatique », organisée par les gouvernements du Sénégal, de la France et du Royaume du Maroc, ainsi que par les Alliances mondiales pour l'eau et le climat (AMEC).

Atelier de travail sur la réutilisation des eaux usées organisé par le COSTEA

Le COSTEA - COmité Scientifique et Technique Eau Agricole a été créé en 2013 à l'initiative de l'AFD et de l'AFEID pour réunir les acteurs de l'irrigation français et des pays partenaires, afin de produire des connaissances, capitaliser et partager les expériences acquises au niveau des différents acteurs, en vue d'améliorer la qualité des interventions en matière de développement de l'agriculture irriguée.

Le pS-Eau a démarré sa participation aux travaux de ce comité en 2018. L'atelier qui s'est tenu en septembre a rassemblé des représentants d'Afrique du Nord, de Palestine, du Sénégal, de Bolivie, du Sri Lanka.

Préparation de la conférence EAUMEGA 2020

Le pS-Eau a été invité à participer au comité de programme de la conférence EAUMEGA 2020 (Eau, mégapoles et changements globaux) qui se tiendra 5 ans après la première conférence EAUMEGA en 2015. Elle rassemblera des scientifiques, des responsables de services urbains, des représentants politiques et de la société civile pour échanger sur la gestion de l'eau dans les pôles urbains de très grande taille.

Appui-conseil

Accompagner les acteurs de coopération à répondre efficacement aux enjeux des pays en développement

Les acteurs français engagés en coopération sont nombreux et diversifiés (collectivités territoriales, agences de l'eau, associations de bénévoles, associations de migrants, ONG, fondations, etc.) et mènent une grande variété de projets.

L'efficacité globale de leurs actions est étroitement liée :

- à la capacité à concevoir, sélectionner et mettre en œuvre des actions de qualité ;
- à la cohérence d'ensemble des actions, en particulier vis-à-vis des cadres sectoriels et des stratégies de développement des pays d'intervention.

Pour y contribuer, le pS-Eau propose une offre complète de services focalisés sur les besoins des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale :

- de l'information et des outils ciblés
- des ateliers et des formations
- un accompagnement personnalisé à la demande.

En 2018, avec l'appui d'un consultant, le pS-Eau a initié une réflexion interne sur la notion de qualité des services d'eau potable et d'assainissement. Ce travail vise à établir une grille d'analyse commune permettant d'interroger les actions de développement en s'appuyant sur un ensemble d'indicateurs de la qualité d'un service d'eau potable ou d'assainissement.

De l'information pour faciliter les interventions

Le pS-Eau assure une veille active sur les nouvelles publications du secteur, sur les actions mises en œuvre par les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, sur le contexte sectoriel des principaux pays d'intervention de la coopération française. Les informations collectées sont mises à disposition des acteurs de la coopération française via le site web du pS-Eau et via la diffusion à fréquence régulière par mail d'une information synthétisée à des cibles spécifiques.

Le pS-Eau met ainsi à la disposition de tous :

- un **atlas des projets** de la coopération française listant plus de 2000 actions, dont 281 initiées en 2018
www.pseau.org/outils/actions/action_atlas.php
- un **annuaire des acteurs** du secteur composé de plus de 31000 contacts francophones et plus de 10000 anglophones. Plus de 3000 nouveaux contacts ont été ajoutés en 2018
www.pseau.org/organismes
- 537 nouveaux **documents de référence** et **170 outils pédagogiques** ont été ajoutés à la bibliothèque des ouvrages du secteur en 2018, portant le total des matériaux disponibles à 4700 documents de référence et 2400 supports Pédag'eau
www.pseau.org/outils/biblio/
- 26 **fiches synthétiques** descriptives du secteur eau et assainissement pour 26 pays, dont 6 ont été mises à jour en 2018
www.pseau.org/pays

Des ateliers et des formations

En 2018, le pS-Eau a organisé **10 ateliers d'information** et réalisé des **interventions au sein de 16 ateliers** organisés par des membres.

Ces ateliers et interventions ont permis de diffuser de l'information sur différents sujets relatifs aux services d'eau et d'assainissement dans les pays en développement, parmi lesquels : la prise en compte des ODD dans les projets eau ; la place des acteurs économiques dans les actions de solidarité internationale autour du thème de l'eau ; la durabilité financière des services d'eau potable ; la qualité de l'eau ; la réalisation d'études de faisabilité.

Les formations proposées par le pS-Eau s'appuient sur une démarche méthodologique d'intervention pour l'eau et l'assainissement conçue sur plus de 30 ans d'expérience d'accompagnement d'acteurs du développement. S'adressant à une grande variété de publics, le contenu et les objectifs des formations sont adaptés au cas par cas. Elles sont systématiquement proposées avec le concours d'une organisation partenaire et dans différentes villes de France (en 2018 : Paris, Marseille, Lyon, Dijon, Toulouse, Bordeaux, Carcassonne, Montpellier, Agen, Ramonville).

En 2018, le pS-Eau a organisé **16 formations** :

- 3 formations à des étudiants de l'École des ingénieurs de la ville de Paris et de l'École d'urbanisme de Paris ;
- 9 formations à la conception de projets s'adressant à des acteurs sur un territoire donné (en partenariat avec les réseaux régionaux multi-acteurs RESACOOP, Occitanie Coopération, BFC International, SO Coopération et les agences de l'eau) ;
- 2 formations à l'analyse de projets pour les personnels du Fonds eau de Marseille Métropole ;
- 2 formations pour les bénévoles intervenant au sein de l'association Aquassistance.

Un accompagnement à la demande

Les demandes d'accompagnement peuvent porter sur tout ou partie des volets suivants :

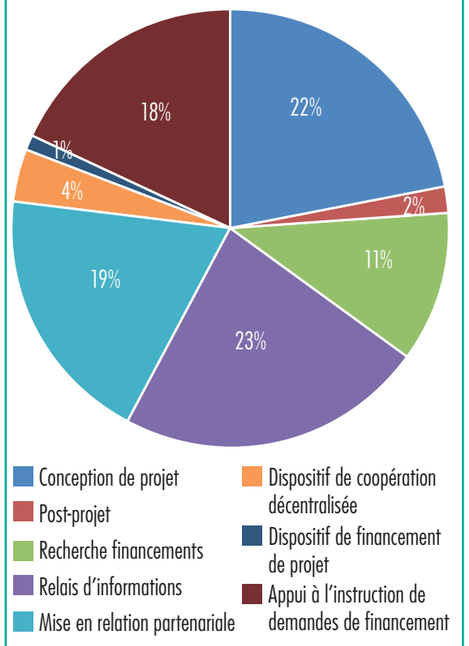
- la mise à disposition d'informations diverses
- un appui technique et méthodologique à la conception d'un projet
- la recherche de financements pour un projet
- la mise en relation partenariale
- l'appui sur le post-projet (évaluation, capitalisation, valorisation)
- les modalités d'intervention en coopération décentralisée et notamment sur la loi Oudin-Santini
- la mise en place et le fonctionnement des dispositifs de financement de projets
- l'appui à l'instruction des demandes de financement reçues.

En 2018, **261 acteurs** ont été accompagnés spécifiquement par le pS-Eau, parmi lesquels :

- 159 associations (dont 41 sont des Organisations de solidarité internationale issues de l'immigration - OSIM)
- 36 collectivités territoriales françaises
- 20 entreprises ou bureaux d'études
- 12 acteurs de la recherche

Les accompagnements ont principalement porté sur la méthodologie de conception de projets, la mise à disposition d'information, la mise en relation partenariale et l'appui à l'instruction de projets.

Type d'accompagnement



Part de chaque type d'accompagnement dans le nombre total de demandes reçues.

Appui à l'instruction de projets

Les équipes du pS-Eau peuvent être amenées à apporter leur expertise (analyse des projets, informations sur les contextes d'intervention, etc.) à l'instruction de projets proposés dans le cadre de dispositifs de financement. En 2018, le pS-Eau a assisté le Programme d'appui aux projets des Organisations de solidarité internationale issues de l'immigration (PRA-OSIM), l'Agence Micro Projets, le dispositif Fonds Eau du Grand Lyon et l'agence de l'eau Seine-Normandie.

Focus :
Appui à la Métropole de Lyon

Le Fonds de solidarité et de développement durable pour l'eau - « Fonds Eau » - de la Métropole de Lyon a été créé en 2004. Il repose sur un partenariat public-privé, associant le gestionnaire délégué de l'eau potable (société Eau du Grand Lyon) de la Métropole, qui alimente le Fonds Eau de manière paritaire depuis ses débuts. En 2010, l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse a rejoint le dispositif et contribue également de manière paritaire. Ce Fonds est aujourd'hui doté d'un budget annuel de 1,2 million d'euros.

Le pS-Eau accompagne la Métropole de Lyon pour l'animation du Fonds Eau depuis 2007, date de son implantation à Lyon.

En 2018, cet accompagnement s'est traduit par :

- un appui-conseil personnalisé auprès de 28 associations qui sollicitent le Fonds Eau pour soutenir leur projet. 10 projets accompagnés par le pS-Eau ont été financés, 17 associations sont toujours en cours d'accompagnement pour un dépôt de leur dossier courant 2019 ;
- 39 notes d'analyse sur les projets soumis au Fonds Eau, à l'attention des agents instructeurs de la Métropole et de son délégataire Eau du Grand Lyon ;
- 1 atelier de retours d'expériences de projets avec les associations soutenues par le Fonds Eau, sur le thème des études de faisabilité ;
- 5 missions de suivi-évaluation de projets financés par le Fonds Eau (Sénégal, Madagascar, Burkina Faso) assorties des rapports de mission diffusés à la Métropole ;
- la valorisation du dispositif Fonds Eau à l'occasion de 7 rencontres et animations territoriales sur la solidarité internationale eau & assainissement, dont 1 à Bruxelles ;
- 2 articles publiés sur des projets cofinancés par le Fonds Eau dans la *Lettre* du pS-Eau.

Accompagnement des Fonds Eau

Des villes de plus en plus nombreuses s'investissent dans la mise en place de dispositifs de financement de projets en application de la loi Oudin-Santini. Ces « Fonds Eau » mobilisent fréquemment des cofinancements obtenus auprès de partenaires des collectivités, tels que les agences de l'eau ou les entreprises gestionnaires déléguées de leurs services. Le pS-Eau accompagne la réflexion ou la structuration de tels dispositifs (procédures d'instruction et de sélection des projets, méthodologie de suivi et d'évaluation des projets, capitalisation, etc.) et encourage les échanges entre villes à ce sujet (en lien avec Occitanie Coopération et les agences de l'eau concernées, organisation d'une réunion d'échanges entre les Fonds Eau de Lyon, Montpellier, Marseille, Bordeaux et Toulouse).

Suivi-évaluation de projets sur le terrain

En 2018, l'équipe du pS-Eau a conduit 7 missions de suivi-évaluation de projets au Sénégal, à Madagascar et au Burkina Faso. Ces missions sont réalisées sur la proposition de partenaires financiers des projets considérés (en 2018 : Métropole de Lyon et agence de l'eau Seine-Normandie) et selon une méthodologie qui concilie économie de moyens avec rigueur d'analyse, tout en privilégiant le partage des enseignements du projet au contrôle des réalisations.

Capitalisation

Le travail de capitalisation sur le projet « Mise en œuvre de la stratégie d'hygiène et d'assainissement de la Ville de Zinder » cofinancé par le Conseil départemental du Val-de-Marne, la Ville de Zinder, l'Union européenne, le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne, l'agence de l'eau Seine-Normandie et le pS-Eau s'est poursuivi en 2018.

Les partenariats territoriaux

Afin d'accompagner au plus près les acteurs du secteur, le pS-Eau continue de développer son ancrage territorial, principalement à l'échelle des régions françaises. Cette dynamique inclut le développement de partenariats avec des institutions territoriales (conseils régionaux et départementaux, agences de bassins) afin de soutenir les initiatives de solidarité pour l'eau à l'échelle de leur territoire. Elle passe également par des collaborations étroites avec les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA).

Outre l'accompagnement de proximité, les partenariats territoriaux permettent aussi une intensification des activités de mobilisation des collectivités, notamment via de l'information sur les modalités d'application de la loi Oudin-Santini.

Ces partenariats sont désormais pour la plupart formalisés dans des conventions souvent multipartites :

- sur le bassin Rhône-Méditerranée : une convention-cadre signée avec l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse (AERMC) et quatre réseaux régionaux multi-acteurs (Bourgogne-Franche-Comté International, RESACOOP, Occitanie Coopération et Territoires Solidaires) définit un programme d'actions et d'animation territoriales conjoint et cohérent, articulé sur l'ensemble du bassin jusqu'en 2024 ;
- sur le bassin Adour-Garonne : une convention avec l'agence de l'eau Adour-Garonne et les RRMA du bassin, SO Coopération et Occitanie Coopération ;
- sur la région Grand Est : un accord-cadre avec le réseau régional GESCOD, les trois agences de l'eau – Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse et Seine-Normandie présentes sur le territoire.

En 2018, le pS-Eau a consolidé ses moyens d'intervention sur les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie avec la création d'une antenne à Toulouse et a posé les bases d'une implication plus forte sur le Grand Est.

Bretagne

En région Bretagne, dans le cadre d'une convention de partenariat avec le Conseil régional de Bretagne, le pS-Eau a continué d'accompagner une forte dynamique de solidarité internationale portée par un dense tissu associatif et des collectivités territoriales actives dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

Cela s'est traduit par l'accompagnement de nombreux acteurs bretons dans la conception de projets et par l'organisation d'un atelier d'échanges de pratiques sur la mise en œuvre de projets (Rennes) et d'une réunion pays (Burkina Faso).

En partenariat avec les collectivités concernées, des évènements de sensibilisation du grand public aux enjeux de solidarité internationale pour l'eau ont été organisés (lors du Carrefour des gestions locales de l'eau à Rennes, de la Journée mondiale de l'eau à Brest et du festival des Solidarités à Saint-Brieuc).

Enfin, le pS-Eau a participé aux réflexions menant à la structuration de la plateforme d'échanges régionale en un réseau régional multi-acteur formalisé (Réseau Bretagne Solidaire).

Sylvette Milin, milin@pseau.org

Auvergne-Rhône-Alpes

S'appuyant sur son antenne à Lyon, et dans le cadre de conventions de partenariat avec le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, le pS-Eau accompagne depuis plus de 10 ans la coopération décentralisée et non gouvernementale pour l'eau de la région. Sur ce territoire, le pS-Eau travaille étroitement avec le réseau régional RESACOOP, avec lequel une convention de partenariat est signée. En 2018, le pS-Eau a continué de mettre l'accent sur l'implication des acteurs économiques en solidarité internationale. Ce travail a donné lieu à la rédaction d'un rapport d'étude sur le sujet et à la co-organisation d'un atelier de partage des connaissances et des expériences en partenariat avec le RESACOOP.
Au cours de l'année 2018, d'autres rencontres thématiques (gestion de l'eau et coopération décentralisée ; réalisation des études de faisabilité) et géographiques (mobilisation des ressources en eau au Burkina Faso) ont également été co-organisées avec le RESACOOP

Ana Sanchez, ana.sanchez@pseau.org
Philippe Mouton, mouton@pseau.org

Occitanie

Au cours de l'année 2018, l'ouverture de l'antenne du pS-Eau à Toulouse a permis de renforcer le partenariat avec Occitanie Coopération et le lien avec l'agence de l'eau Adour-Garonne. Cela s'est traduit par l'accompagnement commun de différents acteurs de la région, l'organisation de formations des acteurs (Narbonne, Montpellier, Auch, Toulouse et Ramonville) et la promotion de la loi Oudin à travers l'animation d'un atelier sur le 1% eau, déchet et électricité.

Irvina Parrel, parrel@pseau.org
Christophe Brossé, med@pseau.org

Nouvelle-Aquitaine

Le partenariat entre le pS-Eau et le réseau régional SO Coopération s'est poursuivi, notamment à travers l'accompagnement de collectivités territoriales néo-aquitaines (région Nouvelle-Aquitaine, commune d'Agen, département des Pyrénées-Atlantiques et Métropole de Bordeaux) ; des ateliers d'échanges ; et des formations à la conception de projets (Agen, Bordeaux).

Irvina Parrel, parrel@pseau.org

Autres régions

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la collaboration avec Territoires Solidaires a permis de mener des séances communes de formations et d'accompagnement des acteurs.

En Bourgogne-Franche-Comté, le pS-Eau collabore avec le RRMA Bourgogne Franche-Comté International, partenaire privilégié pour renforcer l'information et la capacité d'intervention des acteurs de coopération internationale de ce territoire dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement. En 2018, cette collaboration s'est déclinée à travers un appui-conseil personnalisé auprès d'associations ; une formation méthodologique à la conception de projets eau et assainissement ; une réunion d'échanges et d'information sur la prise en compte des ODD dans les projets de coopération internationale eau et assainissement.

Dans le Grand Est, le pS-Eau a co-organisé avec le GESCOD et l'agence de l'eau Rhin-Meuse un atelier d'échanges sur le thème de la qualité de l'eau et de la sensibilisation des usagers.

Des espaces de dialogue renforcés sur les zones d'intervention privilégiées de la coopération française

Une attention particulière est apportée aux pays d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française dans le secteur eau-assainissement-hygiène. Afin d'appuyer plus efficacement les acteurs français, de partager les expériences et de mettre en cohérence les actions avec les contextes nationaux des pays d'intervention, le pS-Eau anime des espaces de concertation sur ces pays focus : Burkina Faso, Sénégal, Madagascar, Liban, Bénin, Togo, Mali, Niger, Maroc.

L'animation de ces espaces est réalisée en lien étroit avec les principaux acteurs qui interviennent dans chacun de ces pays : les services techniques des États, les associations de municipalités, les services de coopération et d'action culturelle, les agences de développement européennes et internationales, les ONG spécialisées, etc.

Pour chacun de ces pays, l'animation consiste à :
- Assurer le recensement des acteurs qui interviennent et l'expertise mobilisable (porteurs de projets, partenaires techniques et financiers, bureaux d'études et entreprises), ainsi que celui des opérations menées. Ces informations alimentent l'annuaire et l'atlas numérique du pS-Eau ;
- Organiser des espaces d'échanges entre les intervenants, en France en présence de partenaires du Sud et dans les pays du Sud ;
- Assurer un dialogue régulier avec les autorités nationales en charge du secteur, axé sur la diffusion de la stratégie nationale et sur la prise en compte et l'appui aux initiatives de la coopération décentralisée et non gouvernementale française ;
- Diffuser régulièrement de l'information aux acteurs français intervenant dans le pays à travers différents canaux (newsletters, page web « pays ») ;
- Réaliser des outils spécifiques à un pays pour faciliter l'intervention dans le secteur.

Parmi ces espaces de concertation, le pS-Eau œuvre depuis 2009 à la mise en place de « plateformes ». Ces dispositifs visent à renforcer les capacités des acteurs du secteur EAH dans les pays d'intervention de la coopération française. Ainsi, pour quatre des pays focus, le pS-Eau appuie le développement de plateformes locales permettant à l'ensemble des acteurs locaux de bénéficier, grâce à des animateurs présents sur place, d'activités similaires à celles que le pS-Eau mène auprès des acteurs basés en France.
- **Le réseau ACTEA au Burkina Faso** – réseau des acteurs de l'eau et de l'assainissement, soutenu par l'agence de l'eau Seine-Normandie et l'Agence française de développement et animé en partenariat avec l'association burkinabè ACDIL, qui héberge l'animateur à Ouagadougou.
- **La plateforme LEWAP au Liban** – ***Lebanese Water Actors Platform***, animée par le pS-Eau et soutenue par l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et l'Agence française de développement.
- **Le réseau Ran'Eau à Madagascar**, co-animé par le pS-Eau et l'ONG malgache CITE et cofinancé par les agences de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Rhin-Meuse et Artois-Picardie, la métropole du Grand Lyon, le SIAAP, le GESCOD et l'Agence française de développement.
- **Le réseau Sénégal**, animé par le pS-Eau en partenariat avec l'association ADOS et la Cellule de planification, de coordination et de suivi des projets du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement sénégalais et cofinancé par l'agence de l'eau Artois-Picardie et l'Agence française de développement.

Le pS-Eau intervient également dans l'accompagnement des États pour la gestion de bassins transfrontaliers : le bassin du fleuve Sénégal, qui traverse la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal ; et le bassin du Mono, qui prend sa source au Togo et traverse le Bénin.

Les plateformes pays

Burkina Faso

Consolider le réseau ACTEA

Grâce au soutien renouvelé de l'agence de l'eau Seine-Normandie et de l'Agence française de développement, le pS-Eau a poursuivi cette année son appui au réseau ACTEA.
En 2018, les activités du réseau ont contribué à :
- **Favoriser les échanges entre les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement** par l'organisation d'ateliers sur l'assainissement écologique à Koudougou et sur la gestion partagée des ressources en eau au Burkina Faso (organisé en partenariat avec l'OIEau) à Ouagadougou ; de conférences sur la qualité de l'eau et les compétences communales eau et assainissement ; de journées d'échange à Grenoble et à Rennes sur le thème « Quelles ressources en eau pour les projets d'accès à l'eau potable ? ».
- **Renforcer les compétences des acteurs et leurs connaissances du secteur** par la mise à jour et l'animation du site web www.actea.org et de la page Facebook du réseau ; la diffusion de newsletters et de fiches pour valoriser les expériences innovantes des acteurs de l'eau et de l'assainissement impliqués au Burkina Faso ; l'appui-conseil personnalisé en France et au Burkina Faso auprès d'une vingtaine de porteurs de projets.
- **Mieux connaître les actions menées dans le domaine eau et assainissement au Burkina Faso** par l'organisation de deux missions d'évaluation de projets financés par l'agence de l'eau Seine-Normandie et le Fonds eau du Grand Lyon ; le recensement de plus de 50 projets et 80 acteurs en 2018 dans la base de données du pS-Eau. Ces projets menés en partenariat avec les acteurs français de coopération ont été partagés aux directions centrales de l'assainissement et de l'eau potable, ainsi qu'aux agences de l'eau du Mouhoun et du Nakanbé.

ⓘ www.actea.org
Béatrice Tourlonnias, tourlonnias@pseau.org

Liban

LEWAP : une phase pilote concluante

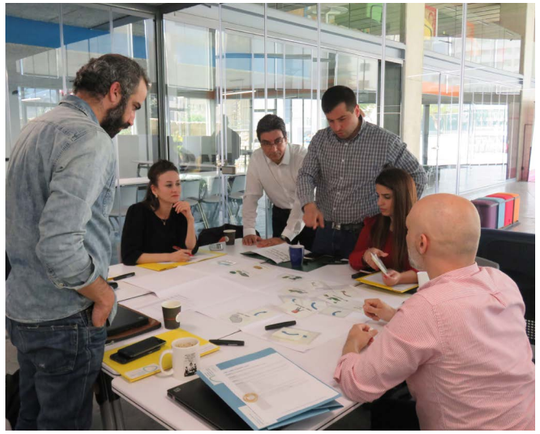
L'année 2018 a constitué une phase pilote pour la plateforme des acteurs de l'eau et de l'assainissement au Liban (LEWAP). Les activités se sont articulées autour de trois pôles principaux :

• **Collecter, traiter, diffuser l'information sur l'eau et l'assainissement** à travers l'animation du site web dédié www.lewap.org, recensant un répertoire de contacts et d'organisations, des documents de référence sur le secteur dans le pays ; la réalisation d'un poster sur l'assainissement dans les camps de réfugiés informels au Liban (français et anglais), un travail réalisé par un étudiant d'AgroParisTech, encadré par le pS-Eau et la plateforme LEWAP ; la diffusion d'une newsletter ; et la mise à jour d'une fiche pays présentant le cadre institutionnel, les enjeux du secteur et les acteurs en présence.

• **Animer des espaces d'échanges et de concertation en France et au Liban**, avec l'organisation de groupes de travail sur la localisation de l'aide, permettant d'impulser une dynamique sur l'implication des ONG locales et des usagers dans les projets mis en œuvre ; l'animation d'ateliers sur les services d'eau et d'assainissement au Liban, sur l'impact du changement climatique sur ces services et sur des échanges d'expériences entre collectivités locales françaises et libanaises sur l'assainissement, en partenariat avec le BTVL, avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'ambassade de France au Liban.

• **Accompagner les initiatives et renforcer les capacités des acteurs**, par l'animation de cycles de formation sur l'assainissement en partenariat avec Cewas Middle East. Ces formations de quatre jours, rassemblant une cinquantaine de participants représentant la diversité des organisations intervenant dans le secteur de l'assainissement au Liban, se sont tenues à Beyrouth et dans le sud de la plaine de la Bekaa ; la formation au traitement des eaux usées dans les petites et moyennes communautés en partenariat avec l'AFD et l'IRSTEA, qui a expliqué les différentes technologies de traitement existantes avec un focus sur les techniques d'assainissement naturel ; l'organisation de visites techniques en France et au Liban sur des stations de traitement des eaux usées ; la publication de deux fiches projets sur la station de traitement par filtres plantés de roseaux de Bcharreh, un projet porté par la coopération décentralisée française, avec le soutien de l'AERMC et de l'AFD (fiche 1 – fiche 2).

ⓘ www.pseau.org/liban
ⓘ www.lewap.org
Claire Papin-Stammose, papin-stammose@pseau.org



Madagascar

Le réseau Madagascar : renforcer l'ancrage local

Le réseau Madagascar a poursuivi en 2018 ses activités d'appui aux initiatives locales autour de quatre grands axes de travail.

• **Diffusion de l'information**, avec l'élaboration dans les antennes-pilotes[1] du CITE d'un annuaire des expertises locales, pour favoriser l'offre de service de proximité. Cet annuaire, disponible sous format papier dans les antennes, recense les différents artisans locaux (plombier, réparateur, vidangeur, fabricant de dalles, vendeur de pièces détachées…) et organismes de la région œuvrant dans le secteur eau et assainissement.

• **Accompagnement et valorisation des initiatives locales**, par la mise en place de cycles de formation pour les maires malgaches, afin de les appuyer dans leur rôle de maitre d'ouvrage des services d'eau potable et d'assainissement. Des sessions de formations en ligne ont également été organisées pour accompagner les directions régionales de l'EAH dans leurs missions.

• **Organisation d'échanges entre acteurs**, à travers la concertation et le partage d'expériences, une mission importante et reconnue du réseau Ran'Eau. Les Assises de la coopération internationale des collectivités malagasy et françaises, organisées 12 ans après leur première édition, se sont tenues en mars. Un atelier « Eau, assainissement et déchets », co-organisé et animé par le pS-Eau et l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, était piloté par la Métropole de Lyon en coopération avec la Région Haute Matsiatra, la Commune urbaine de Fianarantsoa et la Région Analamanga.

• **Réalisation d'outils de capitalisation,** reprenant les enseignements issus des expériences locales et valorisant les initiatives existantes, afin d'accompagner au mieux les acteurs du secteur. Un cahier technique « Le suivi de la qualité de l'eau à Madagascar », issu des réflexions menées au sein d'un groupe de travail, a été produit. Il rappelle le cadre réglementaire relatif à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine à Madagascar et propose des pistes d'actions pour être en mesure de connaitre la qualité de la ressource et d'effectuer un suivi de la qualité de l'eau distribuée garantissant sa salubrité.

Évolution de l'organisation de Ran'Eau

L'ONG CITE, partenaire historique et animateur malgache du réseau Madagascar, a connu au second semestre 2018 des difficultés majeures conduisant en octobre 2018 à sa mise en veille. Afin d'être en mesure malgré tout de mener les activités du réseau, le partenariat avec le GRET Madagascar a été renforcé, par l'appui aux activités et l'accueil dans ses bureaux de la volontaire du pS-Eau.
Ran'Eau devient la dénomination de la plateforme malgache partenaire du pS-Eau pour l'animation du réseau Madagascar. L'appui du pS-Eau à cette ONG de droit malgache se poursuivra en 2019.

ⓘ www.raneau.org
Liana Rajaonary, rajaonary@pseau.org
Perrine Bouteloup, bouteloup@pseau.org

1.Les antennes-pilotes (Toamasina, Mahajanga, Antsirabe) sont des antennes du CITE où il a été décidé de renforcer les activités Ran'Eau. Un appui et un suivi spécifiques sont menés de la part de l'équipe Ran'Eau pour leur permettre de mobiliser localement les acteurs et répondre aux différents besoins locaux.

Sénégal

Consolider le réseau

Le réseau Sénégal a poursuivi en 2018 ses activités d'appui aux initiatives locales grâce au soutien de l'agence Artois-Picardie et de l'Agence française de développement :

- **L'animation de trois ateliers thématiques** sur les services d'eau et le pompage solaire (avec le soutien du SEDIF) ; la capitalisation de la Facilité d'innovation sectorielle pour les ONG (FISONG) ; et la qualité de l'eau.
- **La consolidation du réseau** par la progression du nombre d'acteurs accompagnés. En France comme au Sénégal, le réseau a fourni de la documentation et apporté un appui conseil à une soixantaine d'acteurs en 2018. Ce travail permet d'augmenter la qualité des interventions pour une meilleure prise en compte de la stratégie sectorielle sénégalaise et une meilleure articulation avec les objectifs que le Sénégal s'est fixé en terme d'accès à l'eau et à l'assainissement.
- **La poursuite de PRADALIS**, le programme de recherche-action pour le développement de l'assainissement dans les localités intermédiaires du Sénégal, avec des réunions, des ateliers de travail et la rédaction des rapports intermédiaires de la part de l'ensemble des acteurs impliqués (Eau-Vive, le Gret et le Congad) et l'Institut des sciences de l'environnement de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar).
- **Participation au comité de pilotage** de l'évaluation externe du programme de l'association Le Partenariat sur l'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu scolaire au Sénégal.
- **La diffusion de l'information** grâce à la mise à jour des outils numériques en ligne, la newsletter diffusée à plus de 3000 contacts et la veille sur les actualités du secteur.

ⓘ www.pseau.org/senegal
Ana Sanchez, ana.sanchez@pseau.org
Dame Ndiaye, dame.ndiaye@pseau.org

Les réseaux pays

Bénin

Favoriser la proximité avec les acteurs locaux

Le dispositif d'animation proposé aux acteurs de coopération français et à leurs partenaires au Bénin repose sur une combinaison d'actions conduites cette année. **Deux missions de terrain** ont permis de s'informer des dernières évolutions institutionnelles et législatives et des enjeux prioritaires du secteur, pour une large restitution. **Des mises à jour** en continu de contacts et de fiches actions sur l'annuaire et l'atlas en ligne du pS-Eau, pour un partage d'informations et de connaissances et une meilleure visibilité des projets de coopération. **L'accompagnement** d'acteurs français et de leurs partenaires a été réalisé dans leurs démarches et leurs initiatives de coopération pour la concrétisation de dix projets.

ⓘ www.pseau.org/benin
Philippe Mouton, mouton@pseau.org

Equipements sanitaires pour une école primaire publique, dans la commune de Naitingou. L'ONG béninoise Sud-Nord Actions est opérateur du projet pour le compte du comité de jumelage de Rillieux-la-Pape en France.

Togo

Faciliter les rapprochements entre acteurs de terrain et acteurs institutionnels

En 2018, les activités d'animation au Togo se sont concentrées autour d'un **suivi rapproché et des conseils personnalisés** pour trois projets d'opérateurs français en cours ; un **accompagnement** à la conception et au montage de sept projets de coopération décentralisée ; la conduite de **deux missions de terrain**, pour collecter des informations sur les actualités et les évolutions des secteurs de l'eau et de l'assainissement ; **un dialogue et une concertation en continu** avec les administrations impliquées sur ces secteurs.

Projet AEP au Togo, initié par l'association française MAS - Méditerranée Afrique Solidarité et l'organisation togolaise SICHEM, avec l'appui de la commune de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) et de l'agence de l'eau RMC.

Mali

Renforcer les actions en commun

En 2018, les activités du réseau Mali se sont articulées autour de plusieurs activités :

• Une réunion d'échanges et de partages d'expériences avec l'organisation et l'animation d'un débat sur l'assainissement rural au Sahel dans le cadre de la journée de l'Action extérieure des collectivités de Cités Unies France.

• Un dialogue avec les autorités sectorielles par le suivi avec la direction nationale de l'hydraulique des programmes nationaux en cours et la diffusion ciblée en France des résultats de forages (PAEPMA/KfW) concernant les sites intéressant les opérateurs français.

• Un appui conseil individualisé et collectif. À la suite de l'initiative engagée en 2017 avec le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne, un appui a été apporté pour le montage d'un programme pluriannuel regroupant les municipalités de Montreuil, Gentilly, Tremblay et Choisy-le-Roi autour de la structuration de services d'assainissement rural pour une quinzaine de collectivités maliennes. Cette phase de montage a compris des discussions avec l'AFD pour anticiper une demande de soutien (FICOL). Les opérateurs français et maliens des villes françaises - Acad, Seves, AMSCID - ont également contribué au montage de ce partenariat formalisé par la signature d'une convention cadre en décembre.

L'accompagnement d'une trentaine d'associations toujours actives (Forages Mali, Action Mopti, etc.) dont de nombreuses structures issues de la diaspora (plusieurs financements complets ou partiels obtenus) s'est poursuivi. Par ailleurs, au regard des résultats probants de la campagne mutualisée (coût, efficacité) d'études géophysiques et de forages conduite en 2017, une seconde session (études géophysiques) pour 12 villages a été organisée en vue de la réalisation de forages en 2019.

ⓘ www.pseau.org/mali
Guillaume Aubourg, aubourg@pseau.org

Niger

Accompagner les collectivités territoriales nigériennes

De nombreuses collectivités territoriales et associations sont impliquées au Niger pour accompagner les communes nigériennes dans la gestion des services d'eau et d'assainissement.
Le pS-Eau a accompagné ces initiatives en 2018 de diverses manières :

• Mise à disposition d'informations sur l'eau et l'assainissement au Niger à travers la diffusion de newsletters, la mise à jour des pages et des fiches pays Niger sur le site web du pS-Eau et le recensement des acteurs et des actions sur la base de données du pS-Eau.

• Accompagnement et valorisation des initiatives portées par les acteurs de coopération impliqués pour l'eau et l'assainissement au Niger. Dans ce cadre, le pS-Eau a suivi pendant 5 ans la mise en œuvre de la « Stratégie d'hygiène et d'assainissement de la ville de Zinder », projet cofinancé par le Conseil départemental du Val-de-Marne, la Ville de Zinder, l'Union européenne, le SIAAP et l'agence de l'eau Seine-Normandie. En 2018, il a organisé en partenariat avec le RAIL-Niger trois ateliers de capitalisation à Zinder sur cette expérience.

• Animation de temps d'échange lors d'une table ronde sur l'eau et l'assainissement à Créteil à l'occasion de la Journée franco-nigérienne, co-organisée par le groupe-pays Niger de Cités Unies France, la communauté de communes Faucigny-Glières, le département du Val-de-Marne, l'ambassade du Niger en France et le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères - Ambassade de France au Niger et Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales.

ⓘ www.pseau.org/niger
Béatrice Tourlonnias, tourlonnias@pseau.org

Maroc

Appuyer les acteurs de l'eau

En 2018, l'appui aux acteurs de l'eau du Maroc s'est poursuivi à travers :

- **L'organisation d'une réunion** sur la question du multi-partenariat dans les projets de solidarité et notamment le lien avec les entreprises et la recherche. Cette rencontre a permis de réunir plus de 40 personnes dont un représentant de l'agence de bassin hydraulique du Souss Massa Draa ;
- **L'appui des acteurs** de façon continue dans le développement de leurs actions ;
- **La mise à jour de la base de données** du pS-Eau avec les acteurs et les actions menées au Maroc ;
- **Des échanges avec des partenaires marocains** sollicitant l'appui d'acteurs français, concernant notamment les questions de gouvernance de l'eau à l'échelle de bassin. C'est le cas dans la région d'Errachidia, avec la mise en place de programme de barrage permettant d'accroître la disponibilité de la ressource, mais sans réel plan de gestion de cette nouvelle ressource.
- **La question des eaux usées**, qui reste un sujet majeur pour le Maroc comme pour les autres pays de la rive sud de la Méditerranée. Ce point a été abordé lors de réunions de préparation du Sommet des deux rives qui aura lieu en juin 2019. Cette thématique a aussi été débattue à cette occasion avec l'agence de l'eau Rhin-Meuse pour encourager la réutilisation des eaux usées. En 2018, les actions des acteurs français qui interviennent sur ce sujet au Maroc ont commencé à être identifiées afin de les valoriser dans la prochaine newsletter en 2019.

ⓘ www.pseau.org/maroc

Christophe Brossé, med@pseau.org

Les bassins transfrontaliers

Le bassin du fleuve Sénégal

Depuis 2017, le pS-Eau accompagne l'agence de l'eau Adour-Garonne dans sa coopération institutionnelle avec l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), institution interétatique de gestion du bassin du fleuve Sénégal regroupant le Sénégal, le Mali, la Mauritanie et la Guinée.

Le pS-Eau intervient plus particulièrement sur un volet d'**animation thématique** sur la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) à l'échelle du bassin du fleuve Sénégal. Le but est d'approfondir les connaissances des acteurs, des initiatives et des projets GIRE sur ce territoire ainsi que de créer des espaces d'échanges. En 2018, un **recensement des initiatives GIRE** à l'échelle du bassin du fleuve et dans les Etats membres de l'OMVS a commencé. Ce travail sera utile pour l'organisation de journées d'échanges en 2019.

Irvina Parrel, parrel@pseau.org

Le bassin du Mono

En 2014, le Bénin et le Togo ont signé le projet de convention donnant naissance à l'Autorité du bassin du Mono (ABM), le fleuve traversant les deux pays. Cet acte fondateur de l'ABM entérine une vision commune sur les enjeux liés à la gestion des ressources naturelles du bassin.

Aux côtés du Centre de coordination des ressources en eau de la CEDEAO, l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse appuie ce processus de structuration de l'ABM, avec le concours de deux opérateurs de mise en œuvre : l'Office international de l'eau (OIEau) et le pS-Eau. L'originalité de la démarche repose sur l'articulation entre la bonne mise en œuvre des processus GIRE et le développement de projets de coopération en matière de GIRE et d'accès aux services d'eau potable et d'assainissement, en application de la loi Oudin-Santini, sur l'ensemble du bassin.

Au cours de l'année 2018, les activités liées au Programme Mono se sont poursuivies, parmi lesquelles une **assistance technique et méthodologique** dans la phase d'identification et de collecte des données du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) de première génération dans chaque portion nationale du bassin ; l'**organisation d'ateliers** de renforcement de capacités auprès des directions et des services chargés des ressources en eau sur le processus d'élaboration du SDAGE et d'un atelier d'échanges et de partage d'expériences sur la GIRE à Ouagadougou au Burkina Faso, avec les délégations du Bénin et du Togo ; l'**accompagnement** au montage de 5 projets de coopération (2 financés).

Philippe Mouton, mouton@pseau.org

Mobilisation

Produire des outils d'information et animer des débats pour accroître la mobilisation des acteurs locaux

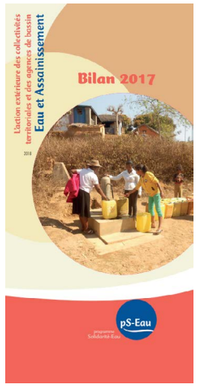
En complément de ses activités de production de connaissances et de l'appui aux porteurs de projets, le pS-Eau mène également des activités de mobilisation :

- En France, pour sensibiliser les acteurs locaux aux enjeux de la solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement et les encourager à s'engager ;
- En Europe et à l'international, pour faire de l'eau et de l'assainissement une priorité dans l'agenda européen, mobiliser autour du 1% Europe et présenter le 1% français et ses spécificités lors de conférences internationales.

Mobiliser les collectivités françaises

- Suivi de l'action extérieure des collectivités territoriales

Les engagements en 2017 des collectivités territoriales et des agences de l'eau pour la solidarité internationale dans le secteur eau et assainissement ont été collectés (173 contributions), afin d'établir un bilan chiffré comparé aux années précédentes.



Ce bilan a été présenté lors d'une séance commune avec l'AFD et diffusé sous forme d'une plaquette.
En 2018, le bilan quantitatif a été complété par une analyse qualitative de l'action extérieure des collectivités territoriales pour l'eau et l'assainissement, permettant de caractériser le type d'implication des collectivités, le type de projets menés, les pays d'intervention, etc.

Le guide « L'action extérieure des collectivités territoriales pour l'eau et l'assainissement » a été entièrement réécrit. Cette 5e édition prend en compte les récentes évolutions du cadre juridique et en particulier l'impact de la réorganisation territoriale française.

Le pS-Eau a en outre participé à l'élaboration d'une plaquette sur l'action extérieure des collectivités territoriales pour les RRMA SO Coopération et Occitanie Coopération, notamment sur la partie concernant la loi Oudin.
La plaquette est consultable en ligne.

Un guide pratique « Collaborer entre acteurs français de solidarité internationale dans le domaine de l'eau » a aussi été produit avec Territoires Solidaires, Efficoop et l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse en partenariat avec le pS-Eau.

- Réunions de sensibilisation des collectivités territoriales

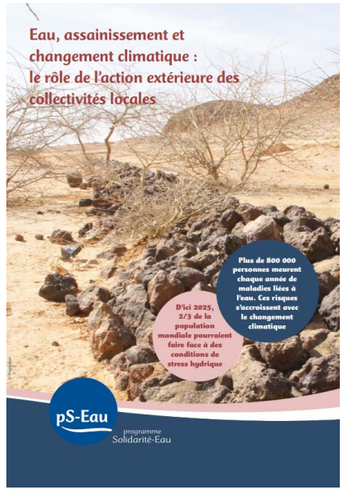
Le pS-Eau a organisé et participé à des réunions de mobilisation des collectivités à Rennes, lors du Carrefour des gestions locales de l'eau en partenariat avec la région Bretagne ; à Paris, lors du Forum de l'action internationale des collectivités territoriales organisé par Cités Unies France et lors de l'assemblée générale de Cités Unies France. Ces mobilisations ont fait appel au mouvement des « Élus de l'eau » basé sur l'implication d'élus convaincus qui témoignent de leur engagement auprès de nouvelles collectivités (52 élus sont engagés dans le mouvement à ce jour).

Une réunion spécifique entre élus de l'eau a été organisée avec l'AFD et le SEDIF en novembre 2018. Outre un débat sur le photovoltaïque et les services de l'eau en Afrique, une présentation du dispositif d'appui de l'AFD aux actions extérieures des collectivités territoriales (FICOL) a été faite. Cette rencontre a surtout permis aux élus de discuter des contraintes auxquelles ils peuvent être confrontés dans la mise en œuvre de leur projet de coopération dans le secteur de l'eau et dans la mobilisation des divers acteurs sur le territoire de la collectivité dans les actions de coopération. Cette partie du débat a été introduite par Jean-Marie Tétart auteur d'un rapport sur les conséquences de la réorganisation des collectivités territoriales françaises sur l'action extérieure de ces mêmes collectivités.

Dans le cadre du partenariat avec l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, 5 réunions locales dédiées à la promotion de la solidarité internationale et de la loi Oudin-Santini ont par ailleurs été organisées.

• Mobiliser les collectivités territoriales pour le climat

Afin de sensibiliser les collectivités aux enjeux du changement climatique pour le secteur de l'eau, le pS-Eau a publié fin 2018 une plaquette « Eau, assainissement et changement climatique : le rôle de l'action extérieure des collectivités locales ». Ce support vient compléter la parution du guide sur le même sujet.



Sensibiliser le grand public

• Supports pédagogique

La base de données Pédag'eau met à disposition de tous des outils pour les accompagner dans leur démarche d'éducation au développement dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement. En 2018, 170 nouveaux outils pédagogiques ont été ajoutés à la base de données Pédag'eau.

• Communication autour des journées mondiales

Le pS-Eau a mis à disposition des collectivités et de leurs partenaires des outils et un répertoire des manifestations organisées à l'occasion des Journées mondiales de l'eau (JME), du lavage des mains (JMLM) et des toilettes (JMT). Pour chaque évènement, un mailing spécifique a été réalisé (pour la JME en mars, 220 documents pédagogiques diffusés ; la JMLM en octobre, 205 documents diffusés ; la JMT en novembre, 252 documents diffusés). Le pS-Eau a en outre activement participé à deux manifestations organisées localement avec la ville de Gentilly et avec Brest Métropole.

Plaidoyer pour le 1% Eau Europe

Le pS-Eau a poursuivi son travail d'animation de la plateforme européenne de promotion des mécanismes de financement solidaires pour l'eau avec Solidarité Eau Europe (SEE) et va continuer à apporter son expérience et son approche sur ces sujets.

• Une initiative européenne conjointe

La plateforme 1% Eau Europe a été créée en 2012, lors du Forum mondial de l'eau à Marseille, sous l'impulsion d'organisations européennes partenaires engagées pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement. Son objectif était de favoriser les échanges d'expériences entre organisations de différents pays, autour de la thématique de la solidarité dans ce secteur.

La relance de ce réseau européen des financements solidaires a été faite lors d'une réunion à Bruxelles le 20 décembre 2018. Cette réunion a rassemblé des représentants venus de Belgique, du Royaume-Uni, d'Allemagne, d'Espagne et de France.
Compte-rendu de la réunion, en anglais.

• Une information dédiée

Le pS-Eau met à disposition sur son site web de l'information concernant le 1% solidaire pour l'eau en Europe et a créé un site web dédié à ce sujet, confié à Solidarité Eau Europe qui pilote désormais la plateforme européenne des financements solidaires.

La prochaine étape devrait être la mise en place d'une permanence à Bruxelles cofinancée par les partenaires de l'initiative et la réouverture du site d'information.

• Une présence aux conférences internationales

Le vice-président du pS-Eau, Jacky Cottet, a participé à la réunion du Réseau international des organismes de bassin (Euro-RIOB) à Séville en Espagne en octobre 2018. Elle a rassemblé 237 personnes venues de 42 pays. À la tribune ou lors de rencontres informelles, la présence du pS-Eau a permis de mettre en exergue les besoins de solidarité, de coopération internationale et de financements innovants. Les guides « Les Objectifs de développement durable pour les services d'eau et d'assainissement » et « Les services d'eau et d'assainissement face au changement climatique » produits par le pS-Eau ont été très appréciés des participants.
L'après-midi de clôture et de conclusion a été l'occasion pour le pS-Eau de faire une présentation intitulée « ODD 6 : le monde n'est pas sur la bonne voie… sauf si nous agissons tous ensemble », incitant chacun des participants à s'engager pour faire progresser l'intégration de l'ODD 6 et de ses cibles dans les politiques de leur organisation et de leur pays, mais aussi à apporter leur aide et à partager leur savoir-faire au service des pays les moins avancés.
La déclaration de Séville mentionne que « L'Union européenne et les Etat membres doivent développer ces structures de coordination et de coopération avec un fort niveau d'appui pour assurer plus de cohérence et d'efficacité transfrontalière et plus de solidarité avec les pays du Sud ou voisins de l'UE. Il faut soutenir le développement de financements structurels pour permettre l'accès à l'eau, à l'assainissement, la protection de tous vis-à-vis des inondations et l'adaptation au changement climatique notamment, conformément à l'Objectif de développement durable 6 de l'agenda 2015-2030 des Nations unies. »

ⓘ www.pseau.org/fr/observatoire/europe/solidarite
ⓘ www.pseau.org/1pourcent
Pierre-Marie Grondin, grondin@pseau.org
Camille Martin, camille.martin@pseau.org

• Appuyer la conception et le suivi de projets en Moldavie

Sur le thème de l'accès à l'eau et à l'assainissement et de la pérennisation des services, le pS-Eau a accompagné un projet de mise en place d'un syndicat des eaux « pilote » en Moldavie, soutenu par deux agences de l'eau et des collectivités locales françaises (SDEA, Syndicat des eaux de Valencienne). Plan d'action : www.pseau.org/ra_2018/projet_moldavie_global_2019.pdf.
Jacky Cottet s'est rendu en Moldavie en novembre pour apporter le soutien du pS-Eau au développement de ce processus de décentralisation et de prise en main par les collectivités territoriales de leur environnement. Ce programme d'action, qui allie gouvernance, préservation de la ressource et amélioration de la santé des populations, peut servir d'exemple sur ce qui pourrait être un appui efficace des collectivités françaises à leurs homologues de l'est de l'Europe.

Jacky Cottet, cottet@pseau.org
Pierre-Marie Grondin, grondin@pseau.org

Communication

Des outils pour s'informer et agir

- Un site internet pour informer les acteurs

Afin de répondre aux besoins d'informations. le site internet du pS-Eau est continuellement enrichi de nouvelles pages, et met à disposition toute l'actualité sur le secteur. www.pseau.org

- La Lettre pour diffuser des retours du terrain

Trois fois par an, la Lettre du pS-Eau informe les partenaires et les membres du réseau des activités de l'association et des actualités du secteur. Elle fait connaître et diffuse les enseignements des programmes d'action ou de recherche menés par les acteurs français de coopération. www.pseau.org/lettre

- Les réseaux sociaux pour échanger avec la communauté

Le pS-Eau informe via les réseaux sociaux des dernières actualités du secteur, des publications et des événements à ne pas manquer et diffuse des appels à projets pour financer des projets.

Au premier trimestre 2019, le pS-Eau rassemblait 22 450 abonnés sur Facebook et 1 500 sur Twitter, soit une augmentation respective de 650 et 300 abonnés par rapport à 2017.

Camille Martin, camille.martin@pseau.org

Pour ne manquer aucune info, rejoignez-nous sur :

@pSEau
@pSEau
pS-Eau
pS-Eau

Les Jeudis du pS-Eau pour débattre

Depuis 2013, le pS-Eau a lancé son nouveau lieu d'échanges et de débats : les Jeudis du pS-Eau.
Ces rendez-vous permettent aux membres du réseau de se réunir pour échanger et débattre sur des sujets transversaux, parfois polémiques, ou des sujets qui intéressent nos partenaires et qui font l'actualité du secteur de la solidarité pour l'eau et l'assainissement.
Pour chaque Jeudi, des intervenants, experts de leur domaine, donnent leur point de vue et participent aux échanges.

Cette année, le débat s'est porté sur « La recomposition territoriale française : quels impacts sur la coopération décentralisée dans les domaines de l'eau et de l'assainissement ? », animé par Jean-Marie Tétard, maire d'Houdan et président d'Yvelines coopération internationale et développement (Ycid).

Le compte-rendu du débat est disponible sur www.pseau.org/jeudis

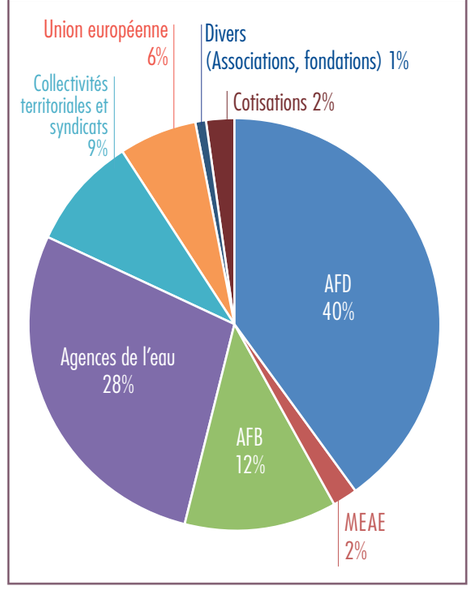
Budget et organisation

Financements

Créé en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901. L'association est présidée par Pierre-Frédéric Ténière-Buchot. Le conseil d'administration compte 20 membres en 2018 ; une équipe permanente de 17 personnes, dirigée par Pierre-Marie Grondin, en applique les décisions.

www.pseau.org/fr/equipe

Diversification des sources de financement



Le budget du pS-Eau en 2018 est de 1,575 million d'euros, soit un budget stable par rapport à 2017. La diversification des sources de financement déjà enclenchée les années précédentes s'est confirmée avec une participation accrue des agences de l'eau et une mobilisation de financements de l'Union européenne.

Le principal soutien demeure l'AFD, qui représente 40% des ressources. Le soutien global de l'État représente 53% du budget total.

La fonction d'appui-conseil constitue toujours la principale activité du pS-Eau. La montée en puissance des quatre dispositifs d'animation pays (Sénégal, Burkina Faso, Madagascar, Liban) grâce au soutien des agences de l'eau y contribue de façon notable.

Les actions de plaidoyer et de communication ont été soutenues à travers des publications et la participation à de nombreux évènements (8e Forum mondial de l'eau à Brasilia, COP 24 à Katowice notamment).

Organisation

Le conseil d'administration

Les membres du bureau

Président	Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT
Vice-Président	Jacky COTTET
Trésorier	Bruno VALFREY, Hydroconseil
Secrétaire	Thierry VANDEVELDE, Fondation Veolia

Membres d'honneur

Président d'honneur, René ALA
(Ambassadeur de France)
Association des maires de France (AMF)

Membres associés

Agence française de développement (AFD)
Agence française de la biodiversité (AFB)
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)
Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES)

Les membres du conseil d'administration

Jean Bosco BAZIE, Eau Vive
Celia BLAUEL, Mairie de Paris
Isabelle BOUDINEAU, Région Nouvelle-Aquitaine
Olivier BRUYERON, GRET
Jean-Pierre CERDAN, Electriciens Sans Frontières
Charles CHAUMIN, Aquassistance
Jean-Paul COLIN, Communauté urbaine de Lyon
François DECOSTER, agence d'urbanisme et de développement du Pays de Saint-Omer
Bertrand GALTIER, agence de l'eau Artois-Picardie
Anne HIDALGO, Association internationale des maires francophones (AIMF)
Brice LALONDE, Académie de l'Eau
Jean-Marc LEBLANC, Croix-Rouge française
Mireille MURAWSKI, Association de coopération entre acteurs du développement (ACAD)
Roland RIES, Cités Unies France (CUF)
Denis SCHULTZ, Gescod
Eric TARDIEU, OIEau

L'équipe du pS-Eau en 2018

Directeur
Pierre-Marie Grondin grondin@pseau.org

Directeur adjoint - Coopération décentralisée et non gouvernementale
Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org

Directeur des programmes
Vincent Dussaux dussaux@pseau.org

Directeur adjoint - Recherche et relations institutionnelles internationales
Christophe Le Jallé le-jalle@pseau.org

Production de connaissances
Colette Génevaux genevaux@pseau.org

Réseau Madagascar
Liana Rajaonary rajaonary@pseau.org

Réseaux Niger, Burkina Faso
Béatrice Tourlonnias tourlonnias@pseau.org

Réseau Sénégal
Sylvette Milin milin@pseau.org
(en congé de formation)

Responsable de l'antenne Lyon-Méditerranée
Réseaux Bénin et Togo
Philippe Mouton mouton@pseau.org

Antenne Lyon-Méditerranée
Réseau Sénégal
Ana Sanchez ana.sanchez@pseau.org
(arrivée août 2018)

Antenne Lyon -Méditerranée
Réseau Burkina Faso
Sophie Charpentier (départ début 2018)

Antenne Toulouse
Animation Sud-Ouest – GIRE bassin fleuve Sénégal
Irvina Parrel parrel@pseau.org

Réseau Maroc
Christophe Brossé med@pseau.org

Comptabilité
Houharia Farsi farsi@pseau.org

Communication et plaidoyer
Adeline Mateus (départ mars 2019)
Camille Martin camille.martin@pseau.org
(arrivée avril 2019)

Information et communication
Michel Taquet (départ avril 2019)
Ulysse Michel ulysse@pseau.org
(arrivé avril 2019)

À l'étranger

À Madagascar
Perrine Bouteloup perrine.bouteloup@pseau.org

Au Liban
Claire Papin-Stammose papin-stammose@pseau.org

Au Sénégal
Dame Ndiaye dame.ndiaye@pseau.org

Au Burkina Faso
Justin Bayili reseau.actea@gmail.com

Programme Solidarité Eau
32 rue Le Peletier
75009 Paris
Tél. 33 (0)1 53 34 91 20
pseau@pseau.org

Antenne Lyon-Méditerranée
80 cours Charlemagne
69002 Lyon
Tél. 33 (0)4 26 28 27 91
lyon@pseau.org

Antenne Montpellier
Rue du Courreau
34380 Viols le Fort
Tél. +33 (0)4 67 55 61 18
med@pseau.org

Antenne Toulouse
26-28 rue Marie Magné
31300 Toulouse
Tél. +33 (0)6 20 23 85 47
toulouse@pseau.org

www.pseau.org

pS-Eau
programme
Solidarité-Eau